

## **Forum Social mondial**

**Porto Alegre, janvier 2005**

### **Propositions issues de la table ronde**

**NOUVELLES REGULATIONS POUR UNE NOUVELLE ÉCONOMIE: une nouvelle gouvernance mondiale pour passer des initiatives existantes à une économie mondiale plus juste"**

**28 janvier 2005, Salle I602**

**Participants à la table-ronde: John Cavanagh (IPS et IFG, Etats-Unis); Marcos Arruda (PACS et PSES(Alliance 21), Brazil); Debi Barker (IFG, Etats-Unis); Jean-Louis Laville (LISE CNAM, France); Sara Larraín (Chile Sustentable et IFG, Chili)**  
**Modérateur: Walden Bello, Focus on the Global South et IFG (Philippines)**

#### **But:**

La table ronde était une première tentative de comparer les stratégies globales de l'économie solidaire, représentée par le Pôle de Socio-Economie Solidaire (PSES) et le mouvement altermondialisation, représenté par le "International Forum on Globalization" (IFG). C'était le début d'un riche dialogue qui a permis d'identifier les complémentarités potentielles, ainsi qu'un premier ensemble de propositions et stratégies à mettre en oeuvre.

#### **Propositions:**

1. Empêcher que les biens communs (eau, air, terre, océans, forêts) soient soumis aux privatisations et transformés en marchandises..
2. Reorienter l'activité économique basée sur une croissance économique illimitée et la recherche du profit vers le bien-être des personnes et une terre durable.
3. Promouvoir l'*empowerment* des individus, des communautés et des peuples pour que ceux-ci deviennent les sujets de leur propre développement, comme élément de base pour une vraie démocratie.
4. Soutenir les économies locales sur le principe de la subsidiarité.
5. Mettre en place les conditions pour remplacer le commerce mondial et les institutions financières (OMC, Banque mondiale, FMI, banques régionales multilatérales) par des nouveaux organismes qui gèrent démocratiquement la finance et le commerce mondial; ceux-ci devraient être indépendants des Etats-Unis et des multinationales, et sous le contrôle des Nations-Unies réformées.
6. Appuyer des formes d'entreprises qui encouragent la démocratie et le développement durable et luttent contre le pouvoir concentré par les multinationales.
7. Encourager des systèmes de taxation justes et progressifs qui servent à la redistribution de la richesse et du revenu.
8. Arrêter les évasions fiscales et abolir les paradis fiscaux.
9. Interdire le financement de partis politique par les grandes entreprises.
10. Créer des règles internationales adaptées aux différentes réalités selon les pays et basées sur les 10 principes de gouvernance définis par l'IFG.
11. Encourager des relations entre pays et peuples basées sur la coopération et la solidarité, proportionnellement au pouvoir économique de chaque pays ou groupe de pays.
12. Construire des marchés solidaires.

13. Développer une vision de l'économie solidaire conçue comme un projet et une praxis d'une nouvelle société planétaire post-capitaliste.

14. Pratiquer un développement économique et technique dont le but et le sens soit le développement social et humain.

### **Stratégies:**

1. Combiner trois stratégies de façon dynamique et créative: i/ recherche, critique et dénonciation d'un ordre injuste, oppresseur et aliénant, des institutions et des relations sociales; ii / proposer de nouvelles règles, régulations et réformes qui réduisent les effets déshumanisant de l'ordre existant et se préparer pour une transformation plus profonde; et iii/ créer une nouvelle réalité à l'intérieur de l'ancien, construire des relations socio-économiques solidaires, des réseaux et des politiques publiques ici et maintenant.
2. Reconstruire du bas vers le haut le développement national et mondial et transformer l'État pour qu'il serve de chef d'orchestre et d'appui à un développement durable centré sur la personne et la communauté.
3. Récentrer l'éducation sur la notion d'*empowerment* pour l'autodéveloppement.
4. Délégitimer et affaiblir les institutions multilatérales mondiales pour préparer leur transformation et/ou remplacement.
5. Développer une campagne mondiale pour restructurer les Nations-Unies autour des valeurs liées avec les droits humains et sociaux et le droit de peuples à l'autodéveloppement; réduire le pouvoir de la Commission de Sécurité et accroître le pouvoir de l'Assemblée Générale de l'ONU.
6. Demander aux Nations-Unies de réguler les flux de capitaux pour mettre fin aux guerres tributaires entre et au sein des nations, contrôler la mise en oeuvre de codes de conduite pour les entreprises et imposer des sanctions contre les violations.
7. Organiser une campagne citoyenne pour retirer de l'OMC les négociations sur les biens communs, les services publics, la propriété intellectuelle et les investissements; ces derniers ne sont pas directement liés au commerce ou ne devraient pas être négociés dans les marchés.
8. Encourager un mouvement de justice global qui exercent une pression sur les gouvernements pour qu'ils rejettent l'ordre néolibéral.
9. Exercer une pression sur les gouvernements pour supprimer les subsides aux multinationales et canaliser ceux-ci vers les petites et moyennes entreprises et le développement local.
10. Établir des formes d'organisation du travail qui émancipent les travailleurs/euses de toute forme d'exploitation, destruction de l'environnement et de la simple survie.
11. Utiliser chaque ouverture dans l'ordre existant pour avancer dans la lutte pour une justice globale.
12. Afficher les alternatives existantes: partager les politiques et les pratiques qui produisent des innovations pertinentes et les mettre en réseaux à tous les niveaux.
13. Innover en unissant expériences locales et réflexions avec les mouvements altermondialistes.
14. Vaincre la concentration du pouvoir monétaire et financière et encourager la démocratisation de l'argent de manière à ce qu'il redevienne un simple moyen d'échange et un symbole du travail humain, de sa connaissance et sa créativité.

UNE AUTRE ÉCONOMIE MONDIALE EST POSSIBLE!